Francis Dupuis-Deri
Professeur, Département de science politique, UQÀM

(2007)

“Le devoir de philo.
Jean-Jacques Rousseau
serait abstentionniste.
*«À l'instant qu'un peuple se donne
des représentants, il n'est plus libre; il n'est
plus», écrivait le philosophe”*

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca
Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"
Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Francis Dupuis-Déri

“Le devoir de philo - Jean-Jacques Rousseau serait abstentionniste. «À l'instant qu'un peuple se donne des représentants, il n'est plus libre ; il n'est plus», écrivait le philosophe.”

Un article publié dans le journal **Le Devoir**, Montréal, édition du samedi, 9 juin 2007, page B-6 — philosophie.

M Dupuis-Déri, professeur de science politique, nous a accordé le 11 juin 2007 sa permission de diffuser électroniquement cet article dans Les Classiques des sciences sociales.

Courriel : dupuis-deri.francis@uqam.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 11 juin 2007 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Table des matières

[Introduction](#)

[L’abstentionnisme philosophique](#)

[Démocratie](#) : liberté et égalité

[La démocratie sous sa forme directe](#)

Francis Dupuis-Déri

“Le devoir de philo - Jean-Jacques Rousseau serait abstentionniste. « À l'instant qu'un peuple se donne des représentants, il n'est plus libre ; il n'est plus », écrivait le philosophe.”

Un article publié dans le journal **Le Devoir**, Montréal, édition du samedi, 9 juin 2007, page B-6 — philosophie.

Introduction

Mots clés : Jean-Jacques Rousseau, philosophie, élection, Québec (province)

[Retour à la table des matières](#)

La philosophie nous permet de mieux comprendre le monde actuel : tel est un des arguments les plus souvent évoqués par les professeurs de *philosophie pour justifier l'enseignement de leur matière au collégial*. *Le Devoir* leur a lancé le défi, non seulement à eux mais aussi à d'autres auteurs, de décrypter une question d'actualité à partir des thèses d'un grand philosophe. Nous publions ici leur « devoir de philo », dont voici le dernier de la saison.

Au printemps 2007, deux élections présidentielles ont été marquées par des taux de participation très contrastés. En France, environ 85% des inscrits aux listes électorales ont exprimé leur suffrage. Au Mali, le taux de participation n'était que de 36%. Quant au Canada et au Québec, si la tendance se maintient, seulement 70% des adultes inscrits sur les listes électorales voteront lors des prochaines élections. Le taux d'abstention était en effet de 29% aux élections québécoises

du 26 mars dernier, si on ne compte que les adultes inscrits. Lorsqu'on comptabilise l'ensemble des adultes en droit de voter et non seulement les inscrits sur les listes électorales, le taux d'abstention atteint en général 50% au Canada et aux États-Unis.

Francis Dupuis-Déri :
« Le philosophe Rousseau propose une des critiques les plus acerbes du processus électoral, mis à part, bien sûr, celles des auteurs anarchistes, qu'il précède et annonce. »

La relecture de Jean-Jacques Rousseau peut aider à comprendre ce phénomène, car ce philosophe propose une des critiques les plus acerbes du processus électoral, mis à part, bien sûr, celles des auteurs anarchistes, qu'il précède et annonce.

Il n'y a rien d'étonnant à ce que des philosophes critiquent le système électoral puisqu'ils se targuent souvent de savoir dégager la vérité par la raison. Or c'est la force du nombre et non de la raison qui fait le résultat d'une élection et la majorité peut se tromper en ce qui a trait au bien et au bon.

Rousseau, dont la pensée n'est pas toujours cohérente à ce sujet, critique pour sa part l'élection non pas en affirmant que le peuple est

fondamentalement irrationnel mais plutôt dans le cadre de sa dénonciation de l'élitisme et des inégalités entre les hommes (mâles).

Dans son ouvrage *Du contrat social*, Rousseau laisse entendre que c'est lorsqu'il cède son pouvoir à des dirigeants par le biais d'élections que le peuple fait preuve d'irrationalité. Évoquant l'Angleterre de son époque, où les hommes pouvaient élire les membres de la Chambre des communes, il explique que la « souveraineté ne peut être représentée », pas plus que la « volonté générale », avant d'ajouter, cinglant : « Le peuple anglais pense être libre; il se trompe fort, il ne l'est que durant l'élection des membres du parlement ; sitôt qu'ils sont élus, il est esclave, il n'est rien. Dans les courts moments de sa liberté, l'usage qu'il en fait mérite bien qu'il la perde. »

Dans son ouvrage *Du Contrat social*, Jean-Jacques Rousseau laisse entendre que c'est lorsqu'il cède son pouvoir à des dirigeants par le biais d'élections que le peuple fait preuve d'irrationalité.

Les critiques que propose Rousseau de la représentation politique influenceront de nombreux activistes des mouvements populaires lors de la Révolution française. Ainsi, John Oswald, un Écossais qui se rend en France pour participer à la révolution et s'y faire tuer par des contre-révolutionnaires, signe un pamphlet intitulé *Le Gouvernement du peuple*, dans lequel il s'approprie les idées de Rousseau contre la représentation électorale. « Être libre, c'est vivre selon sa volonté ; vivre selon la volonté d'un autre, c'est être esclave », déclare-t-il.

Il explique ensuite que « la représentation est le voile spécieux à l'ombre duquel se sont introduits tous les genres de despotisme », les

uns se prétendant représentants de la lune, les autres du soleil ou des ancêtres, puis finalement de la nation.

Ces prétendus représentants de la nation ne la déclarent souveraine que dans la mesure où elle abdique cette souveraineté à leur profit, qu'elle la leur confie («Voilà le grand secret de la représentation!»). Or, rappellent Rousseau puis Oswald, cette représentation n'est toujours qu'une «fiction» relevant d'une pensée magique et malheureusement héritée du Moyen Âge féodal, d'où nous viennent les parlements institués alors par les rois pour les aider à lever taxes et impôts.

L'abstentionnisme philosophique

[Retour à la table des matières](#)

La relecture de Rousseau et de ses continuateurs révèle donc que l'abstentionnisme peut se justifier, au nom de la liberté et de l'égalité, dans le cadre de la tradition de la philosophie politique occidentale. Certes, les sciences sociales ont proposé diverses thèses mécaniques pour expliquer l'abstentionnisme dans les régimes libéraux contemporains.

Des études révèlent qu'on retrouve les plus forts contingents d'abstentionnistes dans les segments de la population les plus défavorisés et marginalisés, précisément parce qu'on y sait très bien que les élus, presque tous issus des classes supérieures, ne représentent pas leurs intérêts.

D'autres analyses indiquent que les politiciens eux-mêmes sont responsables du haut taux d'abstentionnisme en raison de la corruption endémique et des promesses non tenues qui minent la crédibilité de l'élite politique.

Pour certains, enfin, il est rationnel du point de vue individualiste de ne pas se déplacer pour aller voter dans la mesure où un vote individuel a un effet infinitésimal, voire nul, sur le résultat global du scrutin.

La philosophie politique occidentale propose, de Platon à Rousseau, de considérer l'élection comme une pratique aristocratique plutôt que démocratique

Au-delà de ces considérations sociologiques, la tradition de la philosophie politique occidentale propose, de Platon à Rousseau, de considérer l'élection comme une pratique aristocratique plutôt que démocratique. Dans son *Projet de constitution pour la Corse*, Rousseau rappelle ceci : « Quand l'autorité suprême est confiée à des députés, le Gouvernement [...] devient aristocratique. » Des trois types de régimes purs, soit la monarchie (un seul gouverne), l'aristocratie (une minorité gouverne) et la démocratie (la majorité ou la totalité gouverne), l'élection relève bel et bien de l'aristocratie puisqu'elle offre la gouverne à une minorité.

Au Québec, il s'agit même d'une minuscule clique de 125 personnes qui, seules, siégeront à l'Assemblée nationale. Cette aristocratie est « élective » plutôt qu'héréditaire, mais elle reste tout de même aristocratique, selon Rousseau. Si cette aristocratie élue se contentait d'exécuter les lois produites lors de délibérations par le peuple assemblé, ce dernier pourrait encore être considéré comme souverain, donc libre. Mais quand l'aristocratie seule exécute des lois qu'elle a elle-même produites, alors le peuple est esclave. Qu'il choisisse ses maîtres n'y change rien.

Le Directeur général des élections du Québec (DGE) bataille fort pour fouetter l'ardeur des électeurs potentiels. Il a ainsi consacré sept millions de dollars à une campagne d'information auprès des électeurs pour le scrutin de mars dernier au Québec. Au-delà de cette dépense ponctuelle considérable, le DGE produit et propose un ensemble de documents de propagande pro-électorale à l'intention des élèves des écoles secondaires.

Il offre gratuitement, en collaboration avec le ministère de l'Éducation, du matériel pour organiser les élections des conseils d'élèves, soit des répliques à l'identique des urnes électorales, des isoloirs, un Guide de l'électeur et de l'électrice, des dépliants et des banderoles pour convaincre les jeunes que voter est l'acte citoyen le plus important dans lequel réside le pouvoir politique.

Le DGE, qui considère l'élection d'un conseil comme «une activité de formation», cherche à convaincre les jeunes que «l'électeur est l'acteur central du système électoral». Ce discours escamote néanmoins deux réalités banales, soit que c'est l'élu et non l'électeur qui détient vraiment le pouvoir et qu'il existe diverses conceptions plus participatives de la politique et de la démocratie. (Pour une analyse détaillée du discours du DGE, voir mon article : « Les élections de conseils d'élèves », *Revue des sciences de l'éducation*, volume 32, n° 3, 2006.)

Le DGE a même sommé la coalition abstentionniste « Nous, on vote pas ! » de fermer son site Internet (www.nousonvotepas.org). Cette coalition avait été formée à l'hiver 2007 par des organisations anarchistes basées au Québec, soit la Fédération des communistes libertaires du nord-est (NEFAC) et le Réseau anarchiste en milieu étudiant (RAME).

Les anarchistes, qui aspirent à une égalité véritable et fonctionnent en principe sans chef(s) dans leurs propres organisations, partagent une vision très critique des élections, qui impliquent nécessairement des dominants (les élus) et des dominés (les autres).

Le site Internet de la coalition proposait divers documents abstentionnistes, dont des textes classiques et contemporains d'anarchistes critiquant les élections, ainsi qu'un journal intitulé *L'Urne*, en première page duquel on pouvait lire ce slogan provocateur: «Nous étions dans la rue, le pouvoir tremblait... nous allons voter, le pouvoir est rassuré!»

Or le site contrevenait aux dispositions de la Loi électorale, qui stipule qu'un « électeur ou un groupe d'électeurs doit impérativement obtenir une autorisation » du DGE pour « prôner l'abstention ou l'annulation du vote » ! Forcer des anarchistes à s'enregistrer auprès du DGE, voilà un paradoxe politico-bureaucratique qu'aurait apprécié le romancier Franz Kafka...

Quant à Rousseau, il aurait sans doute qualifié l'attitude du DGE de censure illégitime. Rousseau expliquait en effet, toujours dans *Du contrat social*, que la censure peut être légitime si elle émane de l'opinion publique et correspond aux choix et aux moeurs du peuple. À l'inverse, il serait vain et illégitime qu'une autorité censure des choix ou des comportements qui relèvent de la volonté générale. La censure, dit Rousseau, « peut être utile pour conserver les moeurs, jamais pour les rétablir ».

Or le DGE devrait admettre ce qui pour lui est sans doute inadmissible, soit que l'abstentionnisme relève de moeurs politiques communément partagées par 50% des adultes en droit de voter. En bref, le contingent des abstentionnistes obtient le plus souvent la majorité simple lors des élections, battant en nombre les électeurs du parti élu, qui prétend ensuite représenter l'ensemble de la nation.

Démocratie: liberté et égalité

[Retour à la table des matières](#)

S'il rejette les élections, Rousseau explique à plusieurs occasions dans son oeuvre que la liberté politique n'existe que lorsque le peuple s'assemble pour délibérer et produire les lois qui le gouvernent. Mais peut-on aujourd'hui vivre en démocratie (directe) ?, ripostent les personnes qui espèrent se convaincre, par cette dérobade, que la liberté et l'égalité restent possibles sous le règne d'une aristocratie élue.

Rousseau connaissait bien ce type de réaction : « Le peuple assemblé, dira-t-on ! Quelle chimère ! C'est une chimère aujourd'hui, mais ce n'en était pas une il y a deux mille ans (à Athènes, par exemple). Les hommes ont-ils changé de nature? » En tout cas, plusieurs d'entre eux ont assurément réduit leurs normes de liberté, et même d'égalité, se croyant libres et égaux alors qu'ils se nomment eux-mêmes des maîtres.

La critique de l'élection de Rousseau est liée à deux idées maîtresses. D'abord, la liberté politique n'est possible que dans de petites entités politiques. Ensuite, elle va de pair avec une certaine égalité économique, laquelle évite «que nul citoyen ne soit [...] assez pauvre pour être contraint de se vendre».

La démocratie sous sa forme directe

C'est ici, particulièrement, que Rousseau annonce les propos des anarchistes abstentionnistes d'aujourd'hui, qui favorisent à la fois l'autogestion et la lutte anticapitaliste. C'est seulement si cette condition d'égalité économique est remplie que «le plus grand bien de tous» devient possible à réaliser, soit une liberté et une égalité véritables. Cel-

les-ci sont inconcevables dans un régime électoral qui produit par définition une inégalité entre des gouvernants et des gouvernés.

Aux yeux de Rousseau -- et les anarchistes d'aujourd'hui ne disent pas autre chose --, il n'y a de démocratie que sous sa forme directe, laquelle d'ailleurs encourage la participation citoyenne bien plus que le processus électoral puisque c'est au fil des délibérations du peuple que la véritable éducation politique se forge.

Contre Rousseau et les anarchistes d'aujourd'hui se mobilisent bien des acteurs sociaux, dont des figures publiques. L'animateur Bernard Derome, par exemple, déclarait sur les ondes de Radio-Canada, le soir des élections fédérales de 2004, que le taux d'abstention «n'est pas très édifiant». Jacques Moisan, l'animateur du débat des chefs de parti lors des élections provinciales de mars 2007, concluait le spectacle en affirmant d'un ton solennel que voter n'est pas seulement «un droit», c'est surtout une « responsabilité ».

Plus philosophique, le DGE propose des slogans envoûtants lors des campagnes électorales, comme «Je pense, je vote!» ou «Je m'exprime, je vote!» Voilà qui présente l'abstentionnisme comme relevant de la non-pensée, de la non-expression, du non-être. Relisant Rousseau, un abstentionniste aujourd'hui pourrait toutefois retourner le compliment : « Je pense et je m'exprime, donc je m'abstiens ! »

Cette idée ferait écho à Oswald, pour qui «déléguer à autrui le soin de penser pour nous nous fait insensiblement désapprendre à penser tout à fait». Et à Rousseau, bien sûr, selon qui les électeurs incarnent le non-être : « À l'instant qu'un peuple se donne des représentants, il n'est plus libre; il n'est plus. »

Fin